

Numéro du marché : 2025RTPF5056



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Assurances construction

Pouvoir adjudicateur (acheteur) :	CCI DU MANS ET DE LA SARTHE Représentée par Monsieur le Président				
Adresse :	1 Boulevard René Levasseur- CS 91435 72014 Le Mans Cedex 2				
Objet de la consultation :	Marché d'assurance de type « dommages à l'ouvrage » et « tous risques chantier » pour les besoins de trois opérations de construction : -construction d'un atelier de formation ; -construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur ; -construction d'un bâtiment pour la filière hôtellerie-restauration.				
Opération concernée n°1 : (Désignation et adresse)	Construction d'un atelier complémentaire de formation automobile au 132 Rue Henri Champion 72000 LE MANS				
Date réglementaire d'ouverture du chantier / ordre de service :	20/01/2025	Durée prévisionnelle :	12 mois dont 1 mois de préparation	Montant prévisionnel de l'opération (tous lots - TTC - honoraires compris) :	1 784 237 €
Opération concernée n°2 : (Désignation et adresse)	Construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur au 182 bis Rue Henri Champion 72000 LE MANS				
Date réglementaire d'ouverture du chantier / ordre de service :	27/01/2025	Durée prévisionnelle :	20 mois dont 1 mois de préparation	Montant prévisionnel de l'opération (tous lots - TTC - honoraires compris) :	11 304 514 €
Opération concernée n°3 : (Désignation et adresse)	Construction d'un bâtiment pour la filière hôtellerie-restauration au 132 Rue Henri Champion 72000 LE MANS				
Date réglementaire d'ouverture du chantier / ordre de service :	27/01/2025	Durée prévisionnelle :	20 mois dont 1 mois de préparation	Montant prévisionnel de l'opération (tous lots - TTC - honoraires compris) :	11 502 798 €
Un dossier technique complet est joint en annexe du présent cahier des clauses particulières accompagné d'une annexe de présentation de l'opération et d'une fiche de synthèse couts et intervenants.					

Le souscripteur souhaite l'établissement de couvertures d'assurances « construction » pour l'opération visée ci-avant.

L'ensemble des dispositions du présent cahier des clauses particulières constitue les conventions particulières du contrat d'assurances. **Ces dispositions dérogent à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales...) émises par l'assureur dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.**

Toutefois, dans le cas où les conditions de l'assureur comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

DG1 - L'assuré s'engage à déclarer le coût définitif des travaux et à régler l'éventuel complément de cotisation en résultant. En conséquence, l'assureur renonce à l'application de la règle proportionnelle.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

DG2 - La déclaration à l'assureur du coût total de la construction soumis à garanties doit intervenir dans le mois suivant l'arrêt des comptes définitifs de la construction. Dans tous les cas cette déclaration doit intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date de réception des travaux.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

DG3 - Les cotisations seront déterminées comme suit :

- À la souscription du ou des contrats, une cotisation provisionnelle sera émise dont le calcul sera déterminé en prenant pour base le montant estimatif du coût de la construction multiplié par le taux hors taxes défini par l'assureur retenu et augmenté des taxes légales.
- Une cotisation définitive après la déclaration du coût final de la construction dans les délais indiqués au paragraphe précédent. Aucune régularisation de cotisation ne sera opérée (restitution ou appel de cotisation) si elle est inférieure à 150 €.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

DG4 - L'assureur renonce à résilier le contrat après sinistre.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

DG5 - Une évolution du montant de l'opération (montant prévisionnel par rapport au montant définitif) < à 20 % ne peut être constitutive d'une aggravation du risque et donner lieu à une modification des taux de cotisations proposés (une régularisation de la cotisation restera effectuée).

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

DG6 - Les montants de garantie pourront être reconstitués sur demande du souscripteur ou de toute autre personne ayant un intérêt à la conservation de la construction adressée au titulaire, sous condition du versement d'un complément de cotisation dont le montant sera fixé d'un commun accord entre les parties. Cette reconstitution pourra être accordée si elle est demandée au plus tard dans un délai d'un mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité suite à sinistre.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

DG7 - Les indemnités sont versées toutes taxes comprises (l'assiette étant également T.T.C.).

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

DG8 – Prise d'effet des garanties

Dommages ouvrage :

La période de garantie commence au plus tôt à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code Civil. Sous réserve de l'application de l'article L 114-1 du Code des assurances, elle prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans courant à compter de la réception de l'ouvrage.

Conformément aux dispositions légales, la garantie dommages-ouvrage est acquise au bénéfice de l'assuré :

- Avant la réception de l'ouvrage, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié, pour inexécution par celui-ci de ses obligations ;
- Après réception et avant le terme du délai de parfait achèvement, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois, l'entrepreneur n'a pas exécuté dans le délai fixé contractuellement dans la lettre de mise en demeure ou à défaut dans un délai de 90 jours, son obligation de réparer.

Garantie complémentaire de bon fonctionnement :

La garantie prend effet au plus tôt à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement (article 1792-6 du Code Civil), et prend fin à l'expiration d'une période de 2 ans courant à compter de la réception de l'ouvrage.

Toutefois, la garantie est acquise pendant le délai de garantie de parfait achèvement, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations dans le délai fixé au marché ou, à défaut, dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la mise en demeure restée infructueuse.

Garantie complémentaire des dommages immatériels :

La garantie, lorsqu'elle est mise en jeu à la suite d'un dommage matériel garanti au titre de la garantie obligatoire ou de la garantie complémentaire des dommages aux existants, prend effet au plus tôt à la date de réception des travaux et prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception.

Elle est acquise pendant un délai de deux ans à compter de la réception lorsqu'elle est mise en jeu à la suite d'un dommage matériel garanti au titre de la garantie complémentaire de bon fonctionnement.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

Tous risques chantier :

Les garanties prennent effet après le premier déchargement et / ou installation sur le site du chantier assuré.

Elles se terminent à la date de réception qu'elle soit tacite ou expresse (la réception partielle étant uniquement prise en compte en cas de réceptions multiples).

La garantie de maintenance prend effet à la date de réception des travaux et ce pour une durée de 12 mois.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

ARTICLE 2 – GARANTIES ACCORDEES

ASSURANCE DOMMAGES A L'OUVRAGE :

La gestion des sinistres devra intervenir dans le cadre de la convention de règlement des sinistres (CRAC).

NATURE DE LA GARANTIE	MONTANT DES GARANTIES ET FRANCHISES
Garantie de base dommages à l'ouvrage	
<p>Garantie souscrite pour le compte du maître d'ouvrage ou pour celui des propriétaires successifs.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article L 242-1 du Code des Assurances et en dehors de toute recherche des responsabilités, garantie du paiement des réparations des dommages de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens de l'article 1792-1, les fabricants et importateurs ou le contrôleur technique sur le fondement de l'article 1792 du code civil (ou principes de droit public qui s'en inspirent).</p> <p>La garantie est étendue aux existants lorsque ceux-ci sont totalement incorporés dans les travaux neufs et en deviennent techniquement indivisibles (art 243.1.1 du Code des Assurances).</p>	<p>Montant de garantie (sans franchise), conformément aux dispositions légales, à hauteur du coût total :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des travaux de réparation de l'ouvrage pour les ouvrages à usage d'habitation ; - définitif de la construction (majoré le cas échéant de la valeur des existants totalement incorporés) pour les ouvrages autres qu'à usage d'habitation ;
Extension de garantie : bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables	
<p>La garantie s'applique à la réparation des dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code civil lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.</p>	<p>Opération n°1 : Construction d'un atelier complémentaire de formation automobile</p> <p>Montant de garantie limité à hauteur de 20 % du coût total de construction définitif* sans excéder 300.000 €.</p> <p>Franchise : néant</p> <p>Opération n°2 : Construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur et</p> <p>Opération n°3 : Construction d'un bâtiment pour la filière hôtellerie-restauration</p> <p>Montant de garantie limité à hauteur de 20 % du coût total de construction définitif* sans excéder 2 000.000 €.</p> <p>Franchise : néant</p>
Extension de garantie : dommages immatériels survenus après réception	
<p>La garantie s'applique à la réparation des dommages immatériels subis par le propriétaire et/ou les occupants de la construction, résultant directement d'un dommage matériel couvert au titre de la garantie de base ou des extensions souscrites (bon fonctionnement et dommages aux existants).</p>	<p>Opération n°1 : Construction d'un atelier complémentaire de formation automobile</p> <p>Montant de garantie limité à hauteur de 10 % du coût total de construction définitif* sans excéder 150.000 €.</p> <p>Franchise : néant</p> <p>Opération n°2 : Construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur et</p> <p>Opération n°3 : Construction d'un bâtiment pour la filière hôtellerie-restauration</p> <p>Montant de garantie limité à hauteur de 10 % du coût total de construction définitif* sans excéder 1 000.000 €.</p> <p>Franchise : néant</p>

Extension de garantie : dommages aux existants divisibles

Cette garantie est complémentaire à la garantie des existants indivisibles relevant de l'assurance dommages-ouvrage obligatoire, telle que prévue par l'article L 243-1-1 II du Code des Assurances.

Opération n°1 : Construction d'un atelier complémentaire de formation automobile

Montant de garantie limité à hauteur de 10 % du coût total de construction définitif* sans excéder 150.000 €.

Franchise : néant

(*) Montant revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT 01, entre la date de souscription ou la date de déclaration du coût total de construction définitif et la date de réparation du sinistre

DISPOSITIONS PARTICULIERES SOUHAITEES

Le candidat indiquera ici s'il accepte ces dispositions. Il pourra préciser sa position par commentaire.

DO1 - Pour les garanties complémentaires bon fonctionnement et dommages immatériels, **les seules exclusions complémentaires (aux exclusions légales prévues pour l'assurance « dommages ouvrage ») suivantes sont applicables :**

- les dommages aux appareils et équipements ménagers ou domestiques, même si fournis au titre du contrat de vente du bâtiment ;
- les dommages aux éléments d'équipement d'un ouvrage au sens des articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du Code civil, y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage, tels que visés à l'article 1792-7 du Code civil ;
- les dommages résultant d'économies imposées aux constructeurs dans le choix des matériaux et/ou procédés de construction qui sont à l'origine des dommages ;
- les dommages résultant de la non prise en compte des réserves techniques notifiées à l'assuré par les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du code civil, les sous-traitants, les fabricants, les négociants et le contrôleur technique ;
- les astreintes et pénalités de retard, qu'elles soient à votre charge ou non.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

DO2 - En cas d'absence de fourniture d'une attestation d'assurance de responsabilité décennale à la date de réception de l'ouvrage :

- la cotisation complémentaire applicable ne peut être > à 20 % pour les entreprises de 2nd œuvre et 30 % pour les entreprises de structure / gros œuvre et pour la maîtrise d'œuvre / contrôle technique / étude de sols / concepteur.
- Le montant de cette cotisation complémentaire ne peut être supérieure à 60 % de la cotisation initialement due.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER :

NATURE DE LA GARANTIE	MONTANT DES GARANTIES ET FRANCHISES
Garantie de base dommages à l'ouvrage en cours de chantier	
<p>La garantie s'applique à tous les dommages matériels atteignant les biens assurés se trouvant sur le chantier.</p>	<p>Opération n°1 : Construction d'un atelier complémentaire de formation automobile</p> <p>Le montant de garantie de base (TRC) : coût total TTC définitif de l'opération (travaux et honoraires) épuisable sur la durée de la garantie selon les modalités indiquées dans les dispositions particulières ci-après.</p> <p>La garantie « vices imprévisibles du sol » est plafonnée par sinistre à 150.000 €</p> <p>Il est fait application d'une franchise de 3.500 € (doublée en cas de vol) sur toutes garanties,</p> <p>Opération n°2 : Construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur et</p> <p>Opération n°3 : Construction d'un bâtiment pour la filière hôtellerie-restauration</p> <p>Le montant de garantie de base (TRC) : coût total TTC définitif de l'opération (travaux et honoraires) épuisable sur la durée de la garantie selon les modalités indiquées dans les dispositions particulières ci-après.</p> <p>La garantie « vices imprévisibles du sol » est plafonnée par sinistre à 300.000 €</p> <p>Il est fait application d'une franchise de 7.000 € (doublée en cas de vol) sur toutes garanties.</p>
Extension de garantie : dommages survenus pendant la période de maintenance	
<p>Durée de la garantie : 12 mois.</p> <p>La garantie de base est étendue aux dommages matériels atteignant les biens assurés imputables à un assuré autre que le maître d'ouvrage à l'occasion des visites de contrôle, d'entretien ou de réparation, mises au point, finitions et rectifications, levées de réserves.</p>	<p>Identiques aux montants prévus au titre de la garantie de base</p>
Extension de garantie : dommages aux existants	
<p>La garantie de base est étendue aux dommages matériels subis par les existants.</p>	<p>Opération n°1 : Construction d'un atelier complémentaire de formation automobile 100.000 €</p> <p>Franchise 3.500€</p>
<p align="center">DISPOSITIONS PARTICULIERES SOUHAITEES</p> <p align="center">Le candidat indiquera ici s'il accepte ces dispositions. Il pourra préciser sa position par commentaire.</p>	
<p>TRC1 - Définition des biens assurés :</p> <p>Les biens suivants se trouvant sur le site du chantier qui appartiennent à l'assuré ou dont celui-ci a la possession, la garde ou la détention (sous réserve d'intégration de leur valeur dans l'assiette de cotisation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux de toutes natures, y compris les travaux préparatoires, - les ouvrages, ou parties d'ouvrage objet de l'opération, - les ouvrages provisoires prévus aux marchés de travaux et nécessaires à leur exécution, - les matériaux, fournitures et éléments d'équipements déchargés ou en déchargement sur le site du chantier et destinés à être incorporés à l'ouvrage, - les matériels de chantier suivants : échafaudages, cintres, étais exclusivement, - les plans et dessins sur informatique ou non, - les matériels et équipements déchargés et destinés à être installés de façon permanente. 	

<input type="checkbox"/> Accepté / <input type="checkbox"/> Amendé / <input type="checkbox"/> Refusé Observations :	
TRC2 - Définition de l'assuré : <u>Pendant la période de construction :</u> Le souscripteur et l'ensemble des intervenants à la réalisation du chantier pour autant que les montants de leurs prestations et / ou fournitures soient inclus dans l'assiette de cotisation : architectes, maîtres d'œuvre, bureaux d'études et de contrôles, ingénieurs, entreprises et sous-traitants de tous rangs, ainsi que les fabricants et fournisseurs divers dans la mesure où ils interviennent sur le chantier.... Les entreprises de gardiennage ne sont pas assurées. <u>Pendant la période de maintenance :</u> architectes, maîtres d'œuvre, bureaux d'études et de contrôles, ingénieurs, entreprises et sous-traitants de tous rangs.	
<input type="checkbox"/> Accepté / <input type="checkbox"/> Amendé / <input type="checkbox"/> Refusé Observations :	
TRC3 - La garantie proposée est rédigée sous la forme « tous dommages matériels sauf ».	
<input type="checkbox"/> Accepté / <input type="checkbox"/> Amendé / <input type="checkbox"/> Refusé Observations :	
TRC4 - Sont ainsi garantis les dommages causés notamment par : - le vol et / ou le vandalisme ; - les événements naturels constitutifs ou non d'une catastrophe naturelle ; - les grèves, émeutes et attentats ; - l'effondrement ou la menace grave et imminente d'effondrement total ou partiel des ouvrages ; - les erreurs de conception, de calcul, de plan ou d'atelier, de fabrication, de stockage et/ou de mise en œuvre ; - les vices de matière, des matériaux ou des matières premières ; - le vice imprévisible du sol.	
<input type="checkbox"/> Accepté / <input type="checkbox"/> Amendé / <input type="checkbox"/> Refusé Observations :	
TRC5 - Les conséquences d'une erreur de conception, de calcul de plan ou d'atelier, de fabrication, de stockage et / ou de mise en œuvre sont garanties même lorsqu'elles ne génèrent aucun dommage matériel à l'ouvrage.	
<input type="checkbox"/> Accepté / <input type="checkbox"/> Amendé / <input type="checkbox"/> Refusé Observations :	
TRC6 - Outre la réparation des dommages matériels, la garantie prend également en charge :	
Les frais engagés en urgence en vue d'éviter ou de limiter la survenance de dommages complémentaires consécutifs dès lors que ces frais ne résultent pas de la carence d'un intervenant à se conformer à ses obligations.	<input type="checkbox"/> Accepté / <input type="checkbox"/> Amendé / <input type="checkbox"/> Refusé Observations : Le cas échéant, montant de la garantie :
Les frais de déblaiement, démolition, déplacement et remplacement, pompage, séchage, dévasement, nettoyage, retraitement, démontage... sans que cette liste soit limitative.	<input type="checkbox"/> Accepté / <input type="checkbox"/> Amendé / <input type="checkbox"/> Refusé Observations : Le cas échéant, montant de la garantie :
Les frais de transport et de manutention des biens sinistrés et des biens les remplaçant.	<input type="checkbox"/> Accepté / <input type="checkbox"/> Amendé / <input type="checkbox"/> Refusé Observations : Le cas échéant, montant de la garantie :

Les frais supplémentaires de location de matériels déjà loués, rendus nécessaires du fait du retard causé par le sinistre.	<input type="checkbox"/> Accepté / <input type="checkbox"/> Amendé / <input type="checkbox"/> Refusé Observations : Le cas échéant, montant de la garantie :
Les frais et honoraires des hommes de l'art (architectes, ingénieurs conseils...) chargés des études indispensables à la constatation et à la réparation des biens sinistrés.	<input type="checkbox"/> Accepté / <input type="checkbox"/> Amendé / <input type="checkbox"/> Refusé Observations : Le cas échéant, montant de la garantie :
Les frais et honoraires de l'expert que l'assuré aura lui-même choisi pour défendre ses intérêts lors de l'expertise devant fixer les modalités de réparations et le montant de l'indemnité due en suite du sinistre garanti.	<input type="checkbox"/> Accepté / <input type="checkbox"/> Amendé / <input type="checkbox"/> Refusé Observations : Le cas échéant, montant de la garantie :
Les travaux supplémentaires rendus nécessaires par un vice imprévisible du sol, vice se révélant après le début des travaux et avant leur réception.	<input type="checkbox"/> Accepté / <input type="checkbox"/> Amendé / <input type="checkbox"/> Refusé Observations : Le cas échéant, montant de la garantie :
TRC7 - Les seules exclusions applicables à la garantie TRC sont : Les dommages résultants : <ul style="list-style-type: none"> - Du fait intentionnel, d'un dol, d'une faute lourde du souscripteur ; - De recherches expérimentales ; - Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal ; - De faits de guerre civile ou étrangère (les dommages résultant d'engins ou de munitions enfouis ou cachés - ex : résidus de la guerre - sont toutefois garantis) ; - Des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiations provenant de transmutations de noyaux d'atome ou de radioactivité, ainsi que des effets de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules. Ainsi que : <ul style="list-style-type: none"> - Les astreintes et pénalités de retard ; - Les dommages non aléatoires ; - Les amendes pénales et fiscales, les sanctions pénales comme celles mises à la charge des personnes morales en vertu des articles 121-2 et suivants du Code Pénal, et tous les dommages qui leur sont consécutifs ; - Les dommages survenus antérieurement à la date de prise d'effet du contrat et dont le souscripteur avait connaissance ; - Les conséquences de tout fait ou événement susceptible de mettre en jeu les garanties lorsque ces faits ou événement étaient connus du souscripteur avant la date d'effet du contrat ; - Les dommages dus à l'usure, la corrosion, l'oxydation, au vieillissement, à l'altération de substance, étant entendu que restent garantis : Les dommages extérieurs à la partie directement atteinte par ledit phénomène progressif qui en est à l'origine ; Les dommages, même directs, consécutifs à un événement fortuit et soudain ; - Les dommages résultant de réparations de fortune ou provisoires (sauf celles nécessaires pour poursuivre le chantier, après sinistre) ; - Les dommages subis par les ouvrages ayant motivés des réserves du Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage ou d'un bureau de contrôle si le sinistre trouve son origine directe dans la cause de ces réserves, tant que celles-ci n'auront pas été levées, si les intéressés n'ont pas apporté la diligence nécessaire, à dire d'expert, pour réaliser les actions permettant la levée des réserves ; - Les dommages survenant au-delà d'un arrêt total de travaux (non prévu au planning) supérieur à 30 jours, sous réserve des dispositions prévues ci-dessous ; - Les pertes ou manquants constatés à l'occasion d'un inventaire ; - Les dommages résultant de la responsabilité décennale visée aux articles 1792 et suivants du Code civil ; - Les dommages résultant de recherches expérimentales ; - Les dommages causés aux voiries et réseaux divers ayant pour origine le trafic des engins et véhicules destinés à la construction de l'ouvrage ; Les frais : <ul style="list-style-type: none"> - de remplacement ou de réparation des pieux ou des éléments de parois : <ul style="list-style-type: none"> a. qui se sont déplacés, désalignés ou coincés pendant leur mise en place, b. qui sont devenus inutilisables, ont été abandonnés ou endommagés au cours du battage ou du retrait, c. rendus utilisables du fait de l'appareil de forage ou la colonne d'exploitation restent coincés ou subissent des dommages ; - de réparation des palplanches disjointes ou mal jointes ; - d'élimination des fuites ou des infiltrations de matériau de toute sorte ; - de remplissage des espaces vides et de réparation des fuites de bentonite ; 	

- engagés car les pieux ou les éléments de fondation n'ont pas résisté à l'essai de portance ou n'ont pas atteint portance nécessaire ;
- de rétablissement des profils ou des dimensions ;

La garantie reste acquise aux pertes et dommages causés par les risques naturels.

- Les dommages de nature esthétique tels que tags, rayures, ébréchures ou écaillages ;
- Les dommages à caractère répétitif, lorsque le souscripteur n'a pas pris les mesures nécessaires pour en éviter le renouvellement ;
- Les frais d'injection supplémentaires même si en cours de travaux on découvre que ces travaux d'injection s'avèrent nécessaires ;
- Les dépenses engagées pour le rabattement des nappes d'eau ou l'épuisement de l'eau, ainsi que les pertes ou dommages causés par une défaillance des moyens de pompage assurant l'évacuation ou le rabattement des eaux, dès lors que ces dommages auraient pu être évités grâce à du matériel de réserve suffisant. Par « matériel de réserve suffisant », il faut entendre un « secours à 100 % » des moyens de pompes prévus à l'origine ;
- les dommages résultant d'économies manifestement abusives imposées aux constructeurs dans le choix des matériaux ou des procédés de construction qui sont à l'origine des dommages.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

TRC8 - Tout arrêt du chantier supérieur à 30 jours consécutifs devra être déclaré à l'assureur en lui précisant les raisons de cet arrêt, l'état d'avancement de l'opération de construction, les mesures prises ou à prendre et les protections exécutées ou à exécuter pour éviter les désordres ou dégradations à la construction du fait de l'arrêt des travaux, ainsi que la date de reprise d'activité du chantier.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

TRC9 - En cas d'arrêt total et définitif, le contrat sera résilié, cette résiliation ne donnant lieu à aucune indemnité. La cotisation définitive due au titulaire résultera de l'application du taux de cotisation prévu au marché sur la valeur des travaux effectivement exécutés à la date de l'arrêt définitif.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

TRC10 - En cas d'arrêt de plus de 90 jours, un accord entre les parties devra intervenir pour le maintien du contrat moyennant une majoration de la cotisation. A défaut, le contrat sera résilié dans les conditions de l'arrêt total et définitif ci-avant.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

TRC11 - L'assureur accepte une prolongation de 60 jours sans perception de cotisation complémentaire. Entre 60 et 120 jours, une cotisation complémentaire sera exigible (prorata de la cotisation totale selon le nombre de jours de dépassement du délai prévu initialement à compter du 61^{ème}). Au-delà de 120 jours un accord entre les parties devra intervenir pour le maintien du contrat moyennant une majoration de la cotisation.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

TRC12 - Les sinistres intervenus après la mise en place du contrat objet du présent cahier des charges, mais trouvant leur origine antérieurement à la cette date, seront garantis dès l'instant que le souscripteur en ignorait l'existence.

<input type="checkbox"/> Accepté / <input type="checkbox"/> Amendé / <input type="checkbox"/> Refusé Observations :	
<p>TRC13 - Les garanties s'appliqueront sans recours à l'égard des différents intervenants à la construction (assurés) et leurs assureurs. Cette renonciation à recours justifie l'existence de cette couverture. Un recours restera possible à l'encontre des fournisseurs n'intervenant pas sur le chantier après préfinancement des dommages.</p>	
<input type="checkbox"/> Accepté / <input type="checkbox"/> Amendé / <input type="checkbox"/> Refusé Observations :	

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE :

NATURE DE LA GARANTIE

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant être encourue par l'assuré et découlant de son activité de maître d'ouvrage de l'opération de construction assurée, quand des dommages corporels, matériels, immatériels (consécutifs ou non) sont causés à des tiers. Cette garantie est accordée quel que soit le fondement juridique sur lequel la responsabilité est recherchée.

Il faut entendre par « maîtrise d'ouvrage » : toute mission administrative, juridique, financière, fiscale, comptable ou commerciale pouvant être assumée (totalement ou partiellement) par l'assuré dans le cadre de la réalisation de l'opération de construction.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

MONTANT DES GARANTIES ET FRANCHISES

Garanties	Montant des garanties	Montant des franchises
Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus :	3.500.000 €	Néant
Dont :		
- Dommages matériels et immatériels consécutifs (y compris dommages aux avoisinants)	2.000.000 €	1.000 €
- Dommages immatériels non consécutifs	750.000 € par année d'assurance	
- Atteintes accidentelles à l'environnement	750.000 € par année d'assurance	
- Dommages liés à l'amiante	250.000 €	5.000 €
- Dommages aux existants	500.000 €	5.000 €
Défense et recours / honoraires d'expert	90.000 €	Néant

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

DISPOSITIONS PARTICULIERES SOUHAITEES

Le candidat indiquera ici s'il accepte ces dispositions. Il pourra préciser sa position par commentaire.

RCMO1 - La garantie s'applique selon le régime de la réclamation et conformément aux dispositions de la Loi n° 2003-706 du 1^{er} août 2003. **La garantie subséquente est accordée pour 10 ans.**

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

RCMO2 - Les garanties s'appliquent à la responsabilité qui pourrait incomber au souscripteur en sa qualité d'organisateur de manifestations, expositions, visites de chantier...

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

RCMO3 - La garantie pollution / atteinte à l'environnement comprend la réparation des dommages causés accidentellement aux tiers, mais aussi à l'atmosphère, à l'eau, sols, paysages, sites naturels, à la biodiversité et à l'interaction entre ces éléments.

La garantie s'étend également :

- aux frais de dépollution des biens (mobiliers ou immobiliers) appartenant à l'assuré ou utilisés par lui ;
- aux frais de dépollution des sols et eaux résultant d'une atteinte à l'environnement survenant tant dans l'enceinte des sites de l'assuré qu'à l'extérieur de ceux-ci, exposés en l'absence de réclamation de tiers, soit sur injonction des pouvoirs publics, soit en accord avec l'assureur ;
- aux frais indispensable à la prévention d'un risque imminent de pollution accidentelle.

Chacune de ces garanties est accordée dans la limite de 20 % du plafond figurant au tableau des garanties

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

RCMO4 - La garantie prend en compte les activités de maîtrise d'ouvrage sous toutes ses formes (y compris sur les dommages aux avoisinants), c'est à dire depuis l'étude des projets jusqu'à la construction puis la réception des ouvrages. La garantie est étendue aux dommages causés aux existants.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

RCMO5 - Il n'est pas fait d'exclusion pour les dommages causés par l'amiante.

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

RCMO6 - La garantie prend en compte les dommages causés par les matériels roulant en circulation en complément ou à défaut de toute garantie souscrite par ailleurs (notamment par le propriétaire).

☐ Accepté / ☐ Amendé / ☐ Refusé

Observations :

ENGAGEMENTS EN MATIERE DE GESTION	Réponse	Qui assume l'engagement ? cocher la case	
		Candidat	Mandataire
Un déplacement est-il prévu pour la mise en place du contrat ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
Délai de mission d'un expert : - Situation normale : - Situation d'urgence :			
Réponses aux questions concernant l'avancement des sinistres en cours sous 72h ouvrées ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
Envoi d'un rappel / relance avant application des sanctions en cas de non-respect des délais de transmission d'une pièce ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
Un accusé de réception mentionnant le n° de sinistre est-il adressé au souscripteur à réception de la déclaration de sinistre ? Cet accusé de réception mentionne-t-il les coordonnées du gestionnaire ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
EXTRANET			
Un extranet est-il mis à disposition ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
Cet extranet permet de :			
- Consultation des cotisations émises ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
- Accès à une base documentaire juridique / technique ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
- Déclaration d'un sinistre ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
- Consultation d'un sinistre ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
• Montant des évaluations ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
• Montant des recours ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
• Montant des frais (honoraires...) ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
• Montant des règlements effectués ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
• Gestion électronique de documents (rapports d'expertise, courriers...)	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		

ELEMENTS PROPRES AU RISQUE « DOMMAGES OUVRAGE »	Réponse	Qui assume l'engagement ? cocher la case	
		Candidat	Mandataire
Assistance à la collecte des attestations décennales ou à leur régularisation (nb : dans l'hypothèse où les attestations jointes au présent DCE ne seraient pas acceptées) :	<input type="checkbox"/> OUI / <input type="checkbox"/> NON		
Si oui, détail de l'intervention du titulaire : - Fourniture pour chaque entreprise d'un courrier détaillant la non-conformité : <input type="checkbox"/> OUI / <input type="checkbox"/> NON - Relance directe d'une entreprise ou de son assureur pour obtention de l'attestation : <input type="checkbox"/> OUI / <input type="checkbox"/> NON - Autres actions effectuées :			
En cas de sinistre important, une assistance est-elle apportée (si oui détailler) ?	<input type="checkbox"/> OUI / <input type="checkbox"/> NON		
Si oui détailler :			
Prise en compte des honoraires d'un expert mission par l'assuré en dommages ouvrage ?	<input type="checkbox"/> OUI / <input type="checkbox"/> NON		
Si oui détailler (barème applicable / seuil d'intervention...) :			
<div> <div>Fait à :</div> <div>Le :</div> </div> <div>Signature du candidat et cachet :</div>			

ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE – OPERATION N°1			
Construction d'un atelier complémentaire de formation automobile			
ASSIETTE DE COTISATION (T.T.C.) : 1 784 237 €			
Garanties	Modalités de calcul de la cotisation	Cotisation (en €) provisionnelle	
Garantie de base :		H.T.	
		T.T.C.	
Garanties complémentaires :			
Bon fonctionnement		H.T.	
		T.T.C.	
Dommages immatériels		H.T.	
		T.T.C.	
Dommages aux existants		H.T.	
		T.T.C.	
Frais et accessoires non compris ci-avant :			
COTISATION TOTALE PROVISIONNELLE <u>taxes et frais compris</u> :			
Pour mémoire, la cotisation définitive sera calculée sur la base du montant définitif de l'opération qui ne sera connu qu'après décompte définitif de l'opération et levée des réserves.			

Fait à :	Signature du soumissionnaire :
Le :	

ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER – OPERATION N°1
Construction d'un atelier complémentaire de formation automobile

ASSIETTE DE COTISATION (T.T.C.) : 1 784 237 €

Garanties	Modalités de calcul de la cotisation	Cotisation (en €) provisionnelle	
Garantie de base :		H.T.	
		T.T.C.	
Garanties complémentaires :			
Maintenance 12 mois		H.T.	
		T.T.C.	
Dommages aux existants		H.T.	
		T.T.C.	
Frais et accessoires non compris ci-avant :			
COTISATION TOTALE PROVISIONNELLE <u>taxes et frais compris</u> :			
Pour mémoire, la cotisation définitive sera calculée sur la base du montant définitif de l'opération qui ne sera connu qu'après décompte définitif de l'opération et levée des réserves.			

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE – OPERATION N°1
Construction d'un atelier complémentaire de formation automobile

ASSIETTE DE COTISATION (T.T.C.) : 1 784 237 €

Garanties	Modalités de calcul de la cotisation	Cotisation (en €) provisionnelle	
Cotisation pour la durée de l'opération :		H.T.	
		T.T.C.	
Frais et accessoires non compris ci-avant :			
COTISATION TOTALE PROVISIONNELLE <u>taxes et frais compris</u> :			
Pour mémoire, la cotisation définitive sera calculée sur la base du montant définitif de l'opération qui ne sera connu			

Fait à :	Signature du soumissionnaire :
Le :	

ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE			
Opération n°2 : Construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur			
ASSIETTE DE COTISATION (T.T.C.) 11 304 514 €			
Garanties	Modalités de calcul de la cotisation	Cotisation (en €) provisionnelle	
Garantie de base :		H.T.	
		T.T.C.	
Garanties complémentaires :			
Bon fonctionnement		H.T.	
		T.T.C.	
Dommages immatériels		H.T.	
		T.T.C.	
Frais et accessoires non compris ci-avant :			
COTISATION TOTALE PROVISIONNELLE <u>taxes et frais compris</u> :			
Pour mémoire, la cotisation définitive sera calculée sur la base du montant définitif de l'opération qui ne sera connu			

Fait à :	Signature du soumissionnaire :
Le :	

ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER			
Opération n°2 : Construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur			
ASSIETTE DE COTISATION (T.T.C.) : 11 304 514 €			
Garanties	Modalités de calcul de la cotisation	Cotisation (en €) provisionnelle	
Garantie de base :		H.T.	
		T.T.C.	
Garanties complémentaires :			
Maintenance 12 mois		H.T.	
		T.T.C.	
Frais et accessoires non compris ci-avant :			
COTISATION TOTALE PROVISIONNELLE <u>taxes et frais compris</u> :			
Pour mémoire, la cotisation définitive sera calculée sur la base du montant définitif de l'opération qui ne sera connu			

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE			
ASSIETTE DE COTISATION (T.T.C.) : 11 304 504 €			
Garanties	Modalités de calcul de la cotisation	Cotisation (en €) provisionnelle	
Cotisation pour la durée de l'opération :		H.T.	
		T.T.C.	
Frais et accessoires non compris ci-avant :			
COTISATION TOTALE PROVISIONNELLE <u>taxes et frais compris</u> :			
Pour mémoire, la cotisation définitive sera calculée sur la base du montant définitif de l'opération qui ne sera connu			

Fait à :	Signature du soumissionnaire :
Le :	

ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE			
Opération n°3 : Construction d'un bâtiment pour la filière hôtellerie-restauration			
ASSIETTE DE COTISATION (T.T.C.) : 11 502 798 €			
Garanties	Modalités de calcul de la cotisation	Cotisation (en €) provisionnelle	
Garantie de base :		H.T.	
		T.T.C.	
Garanties complémentaires :			
Bon fonctionnement		H.T.	
		T.T.C.	
Dommages immatériels		H.T.	
		T.T.C.	
Frais et accessoires non compris ci-avant :			
COTISATION TOTALE PROVISIONNELLE <u>taxes et frais compris</u> :			
Pour mémoire, la cotisation définitive sera calculée sur la base du montant définitif de l'opération qui ne sera connu			

Fait à :	Signature du soumissionnaire :
Le :	

ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER			
Opération n°3 : Construction d'un bâtiment pour la filière hôtellerie-restauration			
ASSIETTE DE COTISATION (T.T.C.) : 11 502 798 €			
Garanties	Modalités de calcul de la cotisation	Cotisation (en €) provisionnelle	
Garantie de base :		H.T.	
		T.T.C.	
Garanties complémentaires :			
Maintenance 12 mois		H.T.	
		T.T.C.	
Frais et accessoires non compris ci-avant :			
COTISATION TOTALE PROVISIONNELLE <u>taxes et frais compris</u> :			
Pour mémoire, la cotisation définitive sera calculée sur la base du montant définitif de l'opération qui ne sera connu			

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE			
ASSIETTE DE COTISATION (T.T.C.) : 11 502 798 €			
Garanties	Modalités de calcul de la cotisation	Cotisation (en €) provisionnelle	
Cotisation pour la durée de l'opération :		H.T.	
		T.T.C.	
Frais et accessoires non compris ci-avant :			
COTISATION TOTALE PROVISIONNELLE <u>taxes et frais compris</u> :			
Pour mémoire, la cotisation définitive sera calculée sur la base du montant définitif de l'opération qui ne sera connu			

Fait à :	Signature du soumissionnaire :
Le :	

Pyramide des textes applicables (Cocher obligatoirement la case correspondant à la situation)

CASE	Lisibilité de l'offre : ordre de priorité des pièces contractuelles (article 6 de l'AE) et position des textes de l'assureur (conditions générales / conventions spéciales / projet de contrat...), <u>lesquels doivent être joints à l'offre.</u>
1 <input type="checkbox"/>	L'offre n'est complétée par aucun texte de l'assureur.
2 <input type="checkbox"/>	L'offre est complétée par les textes de l'assureur qui viennent uniquement en complément du CCP. Les dispositions de ces textes ne s'appliquent que lorsqu'elles sont plus favorables à l'assuré. Les exclusions de ces textes ne s'appliquent que dans le cas où elles ne sont pas contraires à des dispositions du CCP.
3 <input type="checkbox"/>	L'offre est complétée par les textes de l'assureur qui viennent uniquement en complément du CCP. Les dispositions de ces textes ne s'appliquent que lorsqu'elles sont plus favorables à l'assuré. L'intégralité des exclusions de ces textes s'appliquent, y compris lorsqu'elles sont contraires à des dispositions du CCP.

TOUS RISQUES CHANTIER : CONDITIONS DE VALIDITE DE L'OFFRE - OPERATION N°1
Construction d'un atelier complémentaire de formation automobile

Des conditions de validité de l'offre sont-elles formulées ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Si oui, précisions quant aux exigences du soumissionnaire :	
Des exigences « prévention intrusion » sont-elles formulées ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Des exigences « prévention incendie » sont-elles formulées ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Si oui, précisions quant aux exigences du soumissionnaire :	

DOMMAGES OUVRAGES : CONDITIONS DE VALIDITE DE L'OFFRE - OPERATION N°1
Construction d'un atelier complémentaire de formation automobile

Exigence d'une mission complémentaire sur étude de sol ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Exigence d'une mission complémentaire sur contrôle technique ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Autre exigence ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Si oui, précisions quant aux exigences supplémentaires du soumissionnaire :	

**DOMMAGES OUVRAGES : VERIFICATION DES ATTESTATIONS D'ASSURANCES DECENNALES JOINTES AU DCE
OPERATION N°1 Construction d'un atelier complémentaire de formation automobile**

Acceptation de l'ensemble des attestations jointes ?

Il est rappelé que l'acceptation de l'ensemble des attestations jointes au présent dossier de consultation implique nécessairement que le titulaire renoncera à réclamer ces attestations lors du décompte définitif (et donc à l'application de sanctions tarifaires liées au défaut ou à l'absence d'attestations).

☐ OUI

☐ NON

Si les attestations jointes ne sont pas acceptées, préciser en détails les non-conformités ou les exigences complémentaires à indiquer dans la **fiche de synthèse coûts et intervenants** (par exemple si techniques non courantes détectées) et des impacts sur l'offre :

DOMMAGES OUVRAGES : AUTRES OBSERVATIONS

Remarques sur l'assiette de cotisation, détection de techniques non courantes... :

Sauf si vous acceptez intégralement les dispositions contenues dans les pièces du dossier de consultation, indiquez les réserves et / ou observations que vous souhaitez formuler et rendre applicables au marché :

TOUS RISQUES CHANTIER : CONDITIONS DE VALIDITE DE L'OFFRE	
Opération n°2 : Construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur	
Des conditions de validité de l'offre sont-elles formulées ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Si oui, précisions quant aux exigences du soumissionnaire :	
Des exigences « prévention intrusion » sont-elles formulées ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Des exigences « prévention incendie » sont-elles formulées ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Si oui, précisions quant aux exigences du soumissionnaire :	
DOMMAGES OUVRAGES : CONDITIONS DE VALIDITE DE L'OFFRE	
Opération n°2 : Construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur	
Exigence d'une mission complémentaire sur étude de sol ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Exigence d'une mission complémentaire sur contrôle technique ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Autre exigence ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Si oui, précisions quant aux exigences supplémentaires du soumissionnaire :	

DOMMAGES OUVRAGES : VERIFICATION DES ATTESTATIONS D'ASSURANCES DECENNALES JOINTES AU DCE
Opération n°2 : Construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur

Acceptation de l'ensemble des attestations jointes ?

Il est rappelé que l'acceptation de l'ensemble des attestations jointes au présent dossier de consultation implique nécessairement que le titulaire renoncera à réclamer ces attestations lors du décompte définitif (et donc à l'application de sanctions tarifaires liées au défaut ou à l'absence d'attestations).

☐ OUI

☐ NON

Si les attestations jointes ne sont pas acceptées, préciser en détails les non-conformités ou les exigences complémentaires à indiquer dans la **fiche de synthèse coûts et intervenants** (par exemple si techniques non courantes détectées) et des impacts sur l'offre :

DOMMAGES OUVRAGES : AUTRES OBSERVATIONS

Remarques sur l'assiette de cotisation, détection de techniques non courantes... :

Sauf si vous acceptez intégralement les dispositions contenues dans les pièces du dossier de consultation, indiquez les réserves et / ou observations que vous souhaitez formuler et rendre applicables au marché :

TOUS RISQUES CHANTIER : CONDITIONS DE VALIDITE DE L'OFFRE
Opération n°3 : Construction d'un bâtiment pour la filière hôtellerie-restauration

Des conditions de validité de l'offre sont-elles formulées ?

☐ OUI☐ NON

Si oui, précisions quant aux exigences du soumissionnaire :

Des exigences « prévention intrusion » sont-elles formulées ?

☐ OUI☐ NON

Des exigences « prévention incendie » sont-elles formulées ?

☐ OUI☐ NON

Si oui, précisions quant aux exigences du soumissionnaire :

DOMMAGES OUVRAGES : CONDITIONS DE VALIDITE DE L'OFFRE
Opération n°3 : Construction d'un bâtiment pour la filière hôtellerie-restauration

Exigence d'une mission complémentaire sur étude de sol ?

☐ OUI☐ NON

Exigence d'une mission complémentaire sur contrôle technique ?

☐ OUI☐ NON

Autre exigence ?

☐ OUI☐ NON

Si oui, précisions quant aux exigences supplémentaires du soumissionnaire :

DOMMAGES OUVRAGES : VERIFICATION DES ATTESTATIONS D'ASSURANCES DECENNALES JOINTES AU DCE
Opération n°3 : Construction d'un bâtiment pour la filière hôtellerie-restauration

Acceptation de l'ensemble des attestations jointes ?

Il est rappelé que l'acceptation de l'ensemble des attestations jointes au présent dossier de consultation implique nécessairement que le titulaire renoncera à réclamer ces attestations lors du décompte définitif (et donc à l'application de sanctions tarifaires liées au défaut ou à l'absence d'attestations).

☐ OUI☐ NON

Si les attestations jointes ne sont pas acceptées, préciser en détails les non-conformités ou les exigences complémentaires à indiquer dans la **fiche de synthèse coûts et intervenants** (par exemple si techniques non courantes détectées) et des impacts sur l'offre :

DOMMAGES OUVRAGES : AUTRES OBSERVATIONS

Remarques sur l'assiette de cotisation, détection de techniques non courantes... :

Sauf si vous acceptez intégralement les dispositions contenues dans les pièces du dossier de consultation, indiquez les réserves et / ou observations que vous souhaitez formuler et rendre applicables au marché :

Fait à :

Le :

Signature du soumissionnaire :